

# Pas entendues, les secondes lign

**Tous ont répondu présents lorsqu'il s'est agi de garantir un minimum vital pour une France à l'arrêt. Le sens du devoir l'a emporté sur les peurs. Pour autant, après quelques paroles de reconnaissance, aucun de ces travailleurs n'a vu son niveau de revenus revalorisé. Comment, face à ce mépris institutionnel, leur demander d'y retourner si un confinement total se profilait à nouveau ?**

## TÉMOIGNAGES

Nora à sa caisse, Halima à ses chiffons et Nordine derrière sa benne. Ils ne sont pas des personnels soignants, ni des pompiers, mais ils étaient aussi à leur poste dès les premières heures de la pandémie. Sans cette « seconde ligne » de travailleurs, le pays ne tournait plus. Alors que se pose la question d'un nouveau confinement, quelle reconnaissance pour ces « petits métiers » ?

« Même cloîtrée, il fallait bien que la population puisse se nourrir ». Bien qu'enfermée, ainsi que chacun, dans la peur de la contagion, Nora Chemani n'a pas hésité à continuer à se rendre au poste d'accueil du Casino où elle travaille, quand sa direction le lui a demandé. Comme chaque matin, elle a pris le volant pour filer sur Plan-de-Campagne. Cependant, « un sentiment d'angoisse » l'a envahie. « Un mélange de solitude et de peine, dans ce décor sans vie, comme apocalyptique ». Contrairement à certaines enseignes de la grande distribution, « notre direction s'est rapidement engagée à mettre en place des moyens de protection pour les employés, on s'est senti pris en considération, rassuré ». L'impression d'étrangeté est passée au fur et à mesure que les masques et le gel hydroalcoolique sont venus compléter les parois de plexiglas. « Des mesures de temps partiel ont été prises, avec du travail de nuit pour les équipes du frais afin de limiter les contacts et il y a eu des facilités pour la garde des enfants ».

Cela n'a pas été simple non plus pour Halima Kazi-Tani, mère de 5 enfants, de continuer à aller nettoyer les bureaux dans lesquels elle est affectée. « Au début j'ai eu peur de ramener la maladie à la maison. Mais dans ces sociétés, même s'il y avait du télétravail, il y avait encore des personnels dans certains services. Si les bureaux n'étaient pas désinfectés, les gens n'étaient pas protégés ».

**« Sans les aides financières de l'État et des patrons, on ne tenait pas. »**

HALIMA KAZI-TANI

gés ». Femme de ménage depuis 20 ans chez Onet, Halima a eu confiance en ses patrons, et assurée « qu'ils avaient changé le matériel, remplacé les chiffons par des lingettes, et qu'on aurait une prime », elle a « dit oui ». Les premiers jours, son mari, chauffeur-livreur en arrêt technique, l'emmenait en scooter, « car je n'étais pas rassurée dans le bus. Et puis, je n'y ai plus pensé », avoue-t-elle. Quant au travail, « il y avait moins d'étages à faire, mais il y avait plus à nettoyer : les poignées de portes, les ascenseurs, les téléphones, les claviers d'ordinateurs à désinfecter ». Avant de retourner à la maison, il lui fallait encore se « changer complètement, et mettre tout à la machine en arrivant ».

Les protections, Hocine Madira, 54 ans, y est déjà rôdé, depuis 17 ans qu'il court derrière les bennes de la Métropole Aix-Marseille, pour un salaire qui peine à atteindre les 1 900 euros. « On a eu un protocole renforcé avec des départs différés des centres. C'était pas parfait, ça ne peut pas l'être, mais il n'y

**« Une vraie reconnaissance dans la société c'est un salaire. »**

HOCINE MADIRA

a pas eu de négligence de l'employeur », estime le riper. « On y est allé par simple conscience humaine, par solidarité, parce que même dans les coups durs, il faut continuer à avancer ».

### Le temps des remerciements

La France confinée a eu le temps de regarder les travailleurs. Il y a eu les applaudissements. Pour les soignants, la ligne de front, tout d'abord. « Et puis le regard s'est un peu tourné sur nous », estime Nora. Elle n'a pas vu de bande-roule pour soutenir les caissières, mais conserve un souvenir ému d'une réaction plus intimiste : « Une femme rom à qui j'avais donné quelques courses m'a applaudi dans ma rue ». Le gouvernement a dû suivre, et dans son discours de compassion pour les héros du quotidien, le président Macron a bien évoqué ces « deuxième ligne ». Mais les d'effets n'ont pas suivi. « On n'a jamais cru à la revalorisation. On s'est accroché à la prime, car très vite on a compris qu'on passait à la trappe, ça nous a mis en colère. Avec le syndicat, on est monté au créneau ». Déléguée CFDT, elle a dénoncé « un foutage de gueule. Il y a eu débat, mais la question a été laissée au bon vouloir des employeurs, puis le montant était au prorata des heures travaillées ».

Habitée à son travail de l'ombre, Halima n'a quant à elle, même pas imaginé une reconnaissance nationale. Elle se contente des « remerciements sincères » de ses employeurs. « En plus de la prime, la Caf a augmenté l'allocation rentrée. Et ça compte ça, sur un petit revenu », se félicite-t-elle. D'autant que le chômage partiel de son mari et la cantine supprimée ont plombé le budget familial. « Sans ces aides, on ne te

**« On s'est senti tellement coincé, ce serait terrible d'y replonger. »**

NORA CHEMANI

nait pas », confie Halima.

Syndiqué CGT, Hocine est plus amer. Avec le gouvernement d'abord. Il n'a pas été déçu parce qu'aux annonces d'un mieux, il n'a « jamais cru. Il n'y a rien et il n'y aura rien. La revalorisation, le dégel du point d'indice, voilà dix ans qu'on les réclame ! Une prime c'est bien, pour l'effet médiatique, mais une vraie reconnaissance dans la société n'a de sens que par un salaire ». Avec la population aussi. « On ne les a pas vus descendre dans la rue aux premières manifestations, ceux qui applaudissaient. La parenthèse solidaire s'est refermée. Or il ne faut pas attendre que les changements tombent du ciel. Il faut aller les arracher ».

### Et maintenant, « comme avant »

Maintenant que tout le monde retrace, « c'est revenu comme avant. La prime c'est une fois », lâche juste Halima. Pourtant, la crise n'est pas derrière nous, elle a été appelée récemment à désinfecter le siège de la Sécu à Marseille, en raison de présence avérée de cas Covid. Le déconfinement a eu aussi un effet pervers, souligne Nora. « J'ai plus peur qu'avant car j'ai l'impression que la vigilance est retombée. On est de plus en plus obligé de rappeler aux clients de faire attention ». En dehors du masque obligatoire, « il y a un certain relâchement. Les gens passent la tête derrière les plexis pour nous parler. Nous, on a gardé les réflexes puisque le virus circule dans la région ».

Quant à la menace d'un nouveau confinement, avec le travail ajouté à l'angoisse, elle avoue : « Là, on a besoin de souffler un peu. On s'est senti tellement coincé, dans l'entreprise, dans le département, derrière le masque. Ce serait terrible d'y replonger complètement ». C'est plus l'idée de voir ses enfants à nouveau bloqués à la maison qui effraie Halima, dans les nouvelles annonces du gouvernement. Hocine ajoute la colère à sa déception : « C'est tout le modèle économique qu'il faut remettre en cause. Mais la leçon n'est pas tirée. Les manifestations ne suffisent plus, il faut tout bloquer pour repartir à zéro ». Un rien désespéré, il lance : « Faut-il qu'on touche vraiment le fond ? » Une nouvelle lame n'est pas à souhaiter : « Les personnels sont épuisés, ils n'ont pas été entendus. Dans quel état d'esprit retourneraient-ils au front, cette fois ? »

Myriam Guillaume

**Éboueurs, caissières ou femmes de ménage, des salariés indispensables durant le confinement, gentiment remerciés, mais qui restent sous évalués.**



# es craignent un second round



## « L'impact de la Covid pour les travailleurs est catastrophique »

### ENTRETIEN

**Ancien secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault représente les travailleurs français au conseil d'administration de l'Organisation internationale de travail (OIT). Cette agence des Nations Unies vient de rendre un nouveau rapport sur les impacts de la Covid-19 sur les travailleurs.**

**La Marseillaise :** Quel est le contenu de ce nouveau rapport ?

**Bernard Thibault :** Il confirme et amplifie les craintes que nous avions : l'impact pour les travailleurs est particulièrement catastrophique, sur les heures de travail perdues et donc sur les ressources. En nombre d'heures travaillées, on est à moins 17%, ce qui équivaut à 495 millions d'emplois temps plein qui, pour l'OIT, est basé sur 48 heures par semaine. C'est considérable. On estime à plus de 10% la baisse des revenus en moyenne sur les 3 premiers trimestres de l'année comparativement à 2019. Cela représente 2 990 milliards d'euros de ressources perdues. C'est colossal.

On parle au niveau mondial. En France, quand on parle de perte d'emploi, on a une référence au chômage puisqu'on est dans un pays où il y a un dispositif -même s'il n'est pas parfait- de prise en charge collective. Mais il faut savoir que 1 chômeur sur 5 seulement dans le monde a droit à des indemnités chômage. S'agissant de l'impact de la pandémie, on a aujourd'hui 55% de la population mondiale, c'est-à-dire à peu près 4 milliards de personnes, qui n'ont aucune forme de protection sociale.

**Pas de chômage mais pas non plus d'assurance maladie ?**

**B.T. :** Non. 40% de la population du monde qui n'a pas d'assurance maladie, qu'elle soit personnelle et privée ou dans un cadre plus collectif type sécurité sociale. Ceux qui n'ont pas de couverture n'ont pas d'autres choix que d'essayer de travailler pour vivre. S'ajoute une autre donnée présente avant la crise : l'importance de l'économie informelle, des emplois non déclarés. Elle était de 60% des emplois et risque d'aug-



Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT. PHOTO AFP

menter. Pour alléger les contraintes, plusieurs activités reprennent dans un cadre plus informel qu'avant. Ces données très graves interpellent aussi l'ensemble des pouvoirs publics sur l'absence de protection sociale universelle alors qu'il y a beaucoup de déclarations qui ont été faites ces dernières années. On en est loin.

**Vous représentez les travailleurs français à l'OIT. Que pensez-vous des réponses faites à la pandémie ?**

**B.T. :** Je ne voudrais pas me substituer aux responsables syndicaux en exercice mais je ferai deux remarques. La première rejoint les préconisations de l'OIT qui sont dans le rapport sur les perspectives pour l'avenir. Elles incitent les responsables politiques à être particulièrement attentifs sur l'efficacité des investissements publics et des dispositions prévues dans les plans de relance. Je veux faire explicitement référence à l'absence de contrepartie, au stade actuel, aux milliards distribués aux entreprises au nom de la relance. L'OIT est une des institutions, si ce n'est l'institution, qui est à même de dire aux pouvoirs publics : ne distribuez pas à l'aveugle, la distribution de fonds publics nécessite des garanties, des contreparties, un système de contrôle...

**Et la deuxième ?**

**B.T. :** Elle renvoie à une considération plus générale. On le voit avec l'annonce de fermetures ou de plans de restructuration en France, l'essentiel du commerce international se fait sur la base d'un dumping social. Avec Bridgestone, on a encore l'argument de la compétitivité, avec le coût des travailleurs mis en exergue. Entre un travailleur qui a un système de protection sociale dans son pays et un autre qui ne l'a pas, en termes de coût salarial, la comparaison est vite faite. On a là une espèce de spi-

rale qui pousse l'ensemble de l'humanité vers le déclin, le moins disant social.

On fait partie des pays qui ont un modèle social présentant un certain nombre de droits et de garanties. On peut encore améliorer mais dans les comparaisons internationales, il est plutôt sur le haut du pavé. Donc je ne vois que des pays européens, dont la France, pour insister sur le besoin urgent de reconsidérer les modalités par lesquelles on organise le commerce à l'échelle internationale. Sinon on s'entendra dire, sans arrêt et de plus en plus, qu'au nom de la compétitivité internationale on ne peut plus maintenir des emplois en France.

Il ne faut pas être dupe, si une entreprise comme Bridgestone est capable de tenir le discours qu'elle tient c'est aussi parce que les règles du commerce international le lui permettent. La France devrait prendre l'avantage pour reconsidérer la manière dont on assure les échanges commerciaux. Il y a une pression de plus en plus large pour obtenir des clauses environnementales dans le commerce international, et c'est une bonne chose. Faisons en sorte que les clauses sociales fassent aussi partie des conditions à partir desquelles on accepte ou pas de commercer avec d'autres pays.

**La pandémie confirme les analyses de votre dernier livre : « La troisième guerre mondiale est sociale » ?**

**B.T. :** La pandémie ne fait qu'amplifier le phénomène que je décrivais dans ce livre : la mise en compétition des travailleurs, des pays, des continents, des entreprises, comme ressort principal pour la marche des économies nationales mais aussi au plan international. La meilleure preuve que ce système n'est pas tenable, c'est que face à la pandémie, il y a à peu près une centaine de pays qui ont dû improviser des mesures d'urgence. Dans des pays qui n'avaient pas de système d'indemnisation du chômage, des gouvernements ont décidé malgré tout de verser des allocations temporaires à une partie des travailleurs démunis, parce que la population ne peut pas vivre sans ressource. C'est mieux que rien mais ce n'est pas durable. J'ose espérer que la pandémie nous amène à une prise de conscience qu'il faut absolument modifier les paramètres guidant les politiques actuelles.

**Entretien réalisé par Angélique Schaller**